L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE LA LOUISIANE

MERCREDI MATIN, 6 FEVRIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 8 FEVRIER 1850.

LOIS.—Nous publions aujourd'hui les lois qui ont été votées jusqu'à ce moment par la Législature. Nous continuerons à les publier à mesure qu'elles seront passées par les Chambres.

LA LEGISLATURE ET LES INONDATIONS.

Nous sommes heureux de voir que la Législature se dispose à prendre des mesures énergiques pour protéger la Basse Louisiane contre les inondations. Avant d'adopter un système de travaux, le sénat des deux chambres, afin de s'éclairer, a adressé à plusieurs citoyens de la ville et à nombre de planteurs une série de questions auxquelles ils devront répondre. Voici quelques-unes de ces questions :

1. Quel est votre âge ?

2. Depuis quand habitez-vous les bords du Mississippi ou de l'un des bayous qui s'y jettent ?

3. Le raccourci creusé par le capitaine Shreve au dessous de la Rivière Rouge a-t-il influé sur le niveau ordinaire du fleuve vis-à-vis de l'endroit où vous êtes établi ? Comment aurait-il influé sur le niveau du fleuve et quels seraient les résultats de cet état de choses ?

4. Le second raccourci effectué depuis cette époque a-t-il influé sur le niveau du fleuve en face de votre habitation ? Citez les résultats.

5. Quel changement s'est opéré dans l'époque de la crue depuis que vous habitez les bords du fleuve ? Quelle est la hauteur ordinaire de niveau du Mississipi et quelle élévation avaient les eaux, en face de votre habitation, dans les années 1815, 1823, 1828, 1840, 1844 et 1849 ?

6. Demeurez-vous dans une anse du fleuve ou près d'une pointe ?

7. Le fleuve, en face ou près de votre habitation, a-t-il quelque tendance à changer de lit ?

8. Si le fleuve, en face ou près de votre habitation, a une tendance à changer de lit, cette tendance se manifeste-t-elle par la dégradation progressive des bords ou par l'effondrement de portions considérables de la rive ?

9. Les rives du fleuve se sont-elles effondrées l'année dernière près de votre habitation ? Cet effondrement a-t-il été plus considérable que les années précédentes ?

10. La rive s'est-elle effondrée lorsque l'eau en avait atteint le sommet ou l'avait déjà franchi ? Ou bien lorsque la crue diminuait et que le niveau était tombé de quelques pieds au-dessous de la crête de la rive ?

11. Savez-vous quelle est la profondeur du Mississipi, en face de votre habitation, à l'époque des basses eaux ?

12. Savez-vous, quelle était autrefois, dans les mêmes circonstances et au même endroit, la profondeur du Mississipi ? Si vous le savez, citez la profondeur et l'année dans laquelle elle a été constatée.

12. Le fleuve, à l'époque des eaux basses, est-il moins profond maintenant, en face de votre habitation, qu'il l'était autrefois ?

14. Quelle est la hauteur de l'eau au-dessus de la rive et s'appuyant sur la levée, en face de votre habitation, à l'époque des plus fortes crues ?

Veuillez indiquer la base, la hauteur et la largeur de votre levée, au sommet et aux angles et la hauteur qu'avait votre levée, l'année dernière, au-dessus de la marque des hautes eaux ?

16. Connaissez-vous bien les ordonnances de votre paroisse concernant les levées ? Croyez-vous qu'elles doivent être révisées ?

17—Les ordonnances relatives aux levées sont-elles mises strictement à exécution dans votre paroisse et dans le voisinage ? Croyez-vous que des changemens doivent être introduits dans la manière d'exécuter ces ordonnances dans votre paroisse ? Si telle est votre opinion, indiquez les changemens que vous croyez nécessaires.

18—Avez-vous quelque système à recommander à la Législature, pour protéger contre l'inondation cette partie de l'Etat qui est située au-dessous de l'embouchure de l'Atchafalaya ? Si vous en avez un, veuillez le soumettre tout au long à la Législature. Veuillez faire, à propos des questions qui vous ont été posées, toutes les suggestions que vous croirez nécessaire. Veuillez répondre le plus vite possible.

Nous croyons que, si les planteurs veulent répondre minutieusement aux questions qui leur sont adressées, la commission scientifique, que les Chambres changeront sans doute, l'étude d'un système de travaux destiné à protéger la Basse Louisiane contre l'inondation, y trouvera des renseignemens précieux qui la mettra à même de concevoir et de proposer un plan efficace. Nous ne saurions trop engager ceux qui recevront la circulaire du comité à répondre sans délai et à communiquer à la législature tout ce qu'ils savent sur les débordemens périodiques du Mississipi. Que l'expérience vienne en aide à la science et il sera facile de prévenir le renouvellement des calamités de l'année dernière et les catastrophes qui ont marqué le commencement de la présente année.

EUROPE.—Nos lignes de journaux français nous ont enfin été transmises hier par une malle arriérée. Les journaux et la correspondance régulière qui auraient dû nous parvenir en même temps nous ont fait défaut comme presque toutes les malles des dernières semaines.

Nous compléterons à l'aide des feuilles parisiennes les nouvelles que nous avons déjà publiées.

NOMINATION.—Nous apprenons avec plaisir que l'étude de notaire, laissée vacante par la mort de M. Louis T. Caire, a été donnée par le gouverneur Walker à M. Paul Cairs, fils de l'ancien titulaire.

EXPLOSION DU BATEAU A VAPEUR HOPE.

La chaudière du bateau-à-vapeur *Hope*, capitaine Laroque Turgeaud, a fait explosion avant-hier, mercredi, à midi, en face de l'habitation du docteur Windale, paroisse de St-Jean Baptiste. Le *Hope* venait de Donaldsonville et s'était arrêté pour décharger une partie de sa cargaison. Le premier ingénieur, le maître-d'hôtel et son fils, ainsi que deux hommes de l'équipage ont été tués sur le coup. Cinq ou six personnes ont été plus ou moins grièvement blessées, entre autres M. Burcart qui a échappé miraculeusement à la mort. On lui servait à boire au moment de l'explosion; le fils du maître-d'hôtel qui venait le vin a été tué et M. Burcart a reçu d'assez fortes contusions. Les passagers étaient tous à l'arrière du navire; c'est ce qui explique leur salut, car tout le devant du bateau a été emporté. Si le sinistre eût eu lieu une demi-heure plus tôt ou plus tard, le nombre des victimes eut été très considérable.

(Correspondance de l'Abeille.)

LÉGISLATURE DE LA LOUISIANE.

BATON ROUGE, 5 février 1850.

SÉNAT.—20 membres présents, présidé par le Lieut.-Gouv. Pinchb.

Le secrétaire est chargé d'aller demander à la Chambre son concours à l'acte pour autoriser W. M. Prescott & Co. à construire un pont sur le bayou Courtableau, et d'informer la Chambre que le Sénat a signé le bill enrôlé intitulé : "Acte pour établir une malle quotidienne de la Nouvelle-Orléans à Bâton-Rouge, durant la session de la Législature."

Le greffier de la Chambre vient informer le Sénat qu'elle a donné son concours aux bills et résolutions suivans :

"Acte pour autoriser la construction d'un pont flottant à la Nlle-Ibérie;

"Résolution invitant la Banque de la Louisiane à maintenir ses branches à Bâton-Rouge.

"Résolution nommant un comité conjoint pour faire des rapports sur toutes matières touchant la taxation par les Conseils municipaux de la Nlle-Orléans; et aussi d'examiner de l'organisme de ces municipalités de cette ville en un seul corps. La Chambre a désigné MM. Beyer, Devergès, Monaghan, Bordé, Caldwell, Bartlette et Lavilla pour former ce comité.

"Acte pour autoriser la ville de Lafayette à faire un emprunt pour défendre sa dette.

"Acte pour ordonner, à l'ingénieur d'aller examiner le bayou Terre-aux-Bœufs et faire un rapport sur les dépenses qu'occasionnerait son endiguement.

M. Duncan présente un mémoire des membres du barreau du 2ème district judiciaire demandant le transport du siége de la Cour d'appel à la Nlle-Orléans ou en quelque autre endroit. Référé au comité judiciaire.

M. Duncan présente une pétition de J. B. Sauvinet et autres citoyens de la paroisse de St-Martinville, demandant l'établissement d'une cour de district à St-Martinville. Référé au même comité.

M. Duncan présente une pétition de Jean Bte. Lacaze et autres citoyens de la paroisse de St-Martinville, demandant que la cour de district soit transférée de St-Martinville à Opelousas